

Point actualité sur la situation économique
Intervention de Jean-Claude Delanoue

Monsieur le Président, cher-es collègues,

Quelques mots, vous avez évoqué ce matin dans votre intervention Monsieur le Président, la crise financière pour dire : « on repart dans les mêmes errements ».

Je me permettrais de compléter en disant qu'il ne peut pas en être autrement. En effet, les choix politiques du gouvernement actuel de notre pays, les choix du G20, non seulement sont vains pour combattre la crise, mais au contraire les décisions qui sont prises ne visent qu'à alimenter la bulle financière.

Quelques chiffres pour illustrer ce que disait dans sa première intervention Jean-Michel Bodin.

Ainsi, en 2007, en France, les entreprises ont payé 200 milliards d'€ en investissements matériels, mais 314 milliards d'€ en charges financières et dividendes. Autrement dit, pour chaque euro investi, les entreprises doivent préempter 1,60 € sur les richesses produites pour alimenter la finance.

Face à ces 2 chiffres, j'en mettrais un troisième : 200 Milliards d'€ d'Inv. matériels, 314 Milliards de charges financières, et seulement 142 milliards d'€ pour ce que l'on appelle les charges sociales, c'est-à-dire le financement de la protection sociale, des retraites, etc...

Et ce sont ces charges utiles, parce qu'elles rémunèrent le travail, ce sont celles-ci que l'on réduit encore par les exonérations de toutes sortes, sans contrôle, sans contrepartie, sans exigences. Celles-ci sont passées de 11 milliards à 30,6 Milliards d'€ en 10 ans. Tant réclamées par Mme Parisot, elles représentent en cumulé 260,6 Milliards d'€ depuis 1991, dont 221 Milliards d'€ compensés par l'État.

Pour quels résultats?

Le chômage augmente dramatiquement, notamment chez les jeunes, la précarité s'accroît, la pénibilité, le management du travail deviennent insupportables, l'accélération de l'hémorragie des capitaux hors de France, et le déficit du budget s'accroît comme celui de la balance commerciale.

C'est là le cœur des difficultés actuelles, c'est à ce mal qu'il faudrait résolument s'attaquer !

Et aujourd'hui, que met en place M. Sarkozy ? D'une part, il maintient le bouclier fiscal et d'autre part il supprime la Taxe Professionnelle dont on a déjà parlé, privant ainsi les collectivités de 26 Milliards d'€ de ressources qui vont également alimenter la spéculation boursière, les richesses de quelques-uns.

Cette situation appellerait des mesures radicales pour inverser cette logique.

Il faut économiser sur le capital, sur la bulle financière, pour développer l'emploi, le travail, les qualifications, l'innovation...

Il faut réorienter le crédit dans ce but par la création d'un pôle financier public.

Il faut mettre des contreparties, plus de contreparties, il faut contrôler plus et mieux, à tous les niveaux, y compris au niveau de l'État, la destination et l'utilisation des aides publiques aux entreprises pour une réelle efficacité sociale.

Il faut associer les représentants des salariés, des élus des territoires, des citoyens à ces choix de stratégie économique.

Je propose finalement une véritable maîtrise sociale des richesses créées et des ressources naturelles.

Je vous remercie Monsieur le Président.